



Nous devons la sécurité à nos habitants. C'est le sens du Contrat de sécurité intégrée que nous avons signé avec le Préfet. Nous devons aussi l'assistance à ceux et celles qui subissent la guerre, ceux et celles qui fuient la guerre. C'est tout ce que nous pouvons faire à notre niveau, alors faisons le.

Jean-Paul Michel

## DANS CE NUMÉRO



Objectif sécurité : 10 policiers en plus affectés à Marne et Gondoire



Journées des droits des femmes : les soignantes à l'honneur

# Objectif sécurité

**Marne et Gondoire et l'État ont signé mardi un Contrat de sécurité intégrée afin de renforcer l'action commune des forces de l'ordre nationales et locales mais aussi de l'ensemble des parties prenantes au continuum de sécurité que veulent mettre en œuvre les pouvoirs publics.**

Mardi, Jean-Paul Michel et plusieurs maires de Marne et Gondoire, accueillait au domaine de Rentilly le préfet de Seine-et-Marne, Lionel Beffre, et la procureure de Meaux, Laureline Peyrefitte pour signer le Contrat de sécurité intégrée (CSI), approuvé en conseil communautaire le 22 novembre. Le député Jean-Michel Fauvergue était également présent.

Le CSI est un document de 78 engagements réciproques qui s'applique pour 5 ans, de 2022 à 2026. La mesure la plus forte est l'affectation de 12 policiers nationaux supplémentaires au territoire intercommunal via la création d'une seconde Brigade spécialisée de terrain. De leur côté les communes vont recruter 20 policiers municipaux d'ici 2026 et installer 30 nouvelles caméras de vidéo-protection avec le concours financier de l'État. La brigade équestre de la police nationale, qui opère sur tout Marne et Gondoire, va être dotée d'un troisième cheval grâce à une participation de la communauté d'agglomération aux frais induits. Le lien entre le parquet et les polices municipales va également être renforcé de même que la coopération avec les maires pour une «justice de proximité» s'appuyant sur le «contexte local» selon les mots de la Procureure. La brigade rurale de Marne et Gondoire, va devenir un interlocuteur privilégié de la Justice et de l'État pour coordonner l'action commune.



*Lionel Beffre, Jean-Paul Michel et Laureline Peyrefitte*

Car c'est bien un principe de «sécurité collective» qui sous-tend le CSI, a rappelé le Préfet. C'est pourquoi, le recrutement de services civiques, adultes relais et personnels pour la jeunesse, la vie à l'école et dans la ville est également prévu, financé par l'État et les collectivités. «Au-delà d'une obligation de moyens, il faut que nous le concevions comme une obligation de résultats» a également estimé Lionel Beffre qui a pointé le nombre de cambriolages qui repart à la hausse dans certaines communes.

Denis Marchand, maire de Guermantes, s'est réjoui de cette «mise en œuvre coordonnée» des travaux du conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance qu'il préside. Jean-Paul Michel a enfin souligné que «ce document est parfaitement clair sur le rôle que nous devons chacun tenir afin d'être plus efficaces encore pour la sécurité de nos habitants». Le CSI de Marne et Gondoire est le premier à être signé en Seine-et-Marne.



*Le nouveau véhicule de la brigade intercommunale*

# SOLIDARITÉ UKRAINE

# COLLECTE DE DONNS

Visuel : ville de Dampmart

**Face à l'agression militaire subie par la population ukrainienne**, des collectes de produits de première nécessité et de secours sont organisées par Marne et Gondoire et ses communes, en lien avec l'association des Maires de France. Élus, agents et bénévoles tiennent des lieux de collecte. Les dons sont acheminés vers une base logistique nationale de la Protection civile à Strasbourg. Lundi, un premier convoi de 13 camions est arrivé à Lublin, ville polonaise proche de la frontière avec l'Ukraine.

## Lieux de collecte :

- mairies de Dampmart, Gouvernes, Montévrain, Pomponne
- Bussy-Saint-Georges, au 39 bd de Lagny
- Collégien (à la Fabrique citoyenne, Maison communale Lucien Zmuda)
- Mairie de Pontcarré (collecte de l'UDPS 77 et des scouts d'Ukraine).

*Saint-Thibault : reprise à partir du 16 mars.*

**Prochaines collectes ponctuelles :** mairie de Lesches samedi 12 mars de 10 h à 12 h, espace Marcel Proust à Guermentes samedi 12 mars de 9 h à 12 h

*À Thorigny, la collecte a eu lieu les 5 et 9 mars.*

La ville de Lagny collecte des dons pour les familles ukrainiennes accueillies par la commune : dépôts à la mairie de Lagny et au centre socio-culturel Mix'City.

*Face à l'afflux de dons, la liste des produits demandés peut varier : renseignements et horaires des collectes auprès de votre mairie.*

**Comment aider les Ukrainiens depuis la France** (dons financiers, don matériel, accueil de réfugiés) : [www.service-public.fr](http://www.service-public.fr)



Charlyne et Pascaline se sont cotisées avec d'autres habitantes :

« Nous avons acheté sacs de couchage, couches, lait bébé, produits d'hygiène féminins, brosses à dents, rasoirs, bandages, solution antiseptique... Nous sommes sidérées et en colère contre ceux qui font ça. Ces mamans qui quittent leur pays sur la route avec leurs enfants... On se met à leur place. Si ces dons peuvent les aider...»



Carlos :

«Je donne parce je suis choqué, stupéfait de ce qui arrive. Tous ces gens en détresse.... On voit ces images d'enfants qui dorment sous la ville, dans le métro... On pensait que jamais ça n'arriverait cette guerre ! Pas en 2022, pas en Europe.... Mais c'est arrivé. Ce pourrait être nous.»

**З ТОБООЮ**  
Avec vous

# Les femmes à l'hôpital

À l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, le préfet et la procureure ont plongé au cœur du sujet à l'hôpital de Jossigny.



Sur notre territoire, le Grand hôpital de l'est francilien concentre le combat pour les droits des femmes. À double titre : son effectif, féminin à plus de 80 %, est en première ligne dans la lutte contre le Covid et cet établissement est en pointe dans le repérage et la prise en charge des femmes victimes de violence. Juste avant de signer le CSI à Rentilly (cf. page précédente), le préfet de Seine-et-Marne, Lionel Beffre, et la procureure de Meaux, Laureline Peyrefitte sont donc venus rencontrer le personnel de l'hôpital à Jossigny, dont l'activité liée au Covid et la septième plus importante de France.

Des soignantes, qu'elles soient médecins, cadres de santé, infirmières ou aides-soignantes, et des agents de tout ordre ont ainsi exposé, autant à ces invités de marque qu'à leurs collègues, la façon dont elles avaient vécu la crise du Covid. La première vague débutée en février 2020 laisse la trace la plus ardente. Monter une unité Covid en quelques heures, adapter des plans d'urgence prévus pour un afflux de victimes pendant quelques jours à un afflux de patients sur plusieurs mois, avancer par analogie avec les maladies infectieuses connues face à un mal inconnu, passer en mode « guerre » au sein du service réanimation et se « former en bataillons » entre professionnels de ville, faire face au désarroi des proches des malades... Autant de

moments marquants et d'images ineffaçables de la mémoire. Calme et force se dégagent cependant de chaque parole malgré l'émotion qui modifie parfois légèrement le timbre de la voix. Si toutes ces femmes ont fait face professionnellement à la crise, le fait d'avoir été moins présentes pour leur famille pendant de longs mois reste pour nombre d'entre elles la conséquence personnelle la plus difficile. « J'ai dû confier ma fille pendant un mois et demi à mon frère, et me retrouvais seule quand je rentrais chez moi », dit une infirmière urgentiste. « La crise n'arrive jamais là où on l'attend et vous a forcées à faire preuve d'inventivité avec les moyens disponibles. Cette expérience est extrêmement précieuse », a conclu le Préfet qui a ensuite visité le circuit de repérage et de prise en charge des victimes de violences intra-familiales en compagnie de la procureure. De l'accueil des urgences à l'unité médico-judiciaire en passant par le service gynécologie, obstétrique, les professionnelles et professionnels ont ainsi expliqué comment ils s'efforçaient, avec les partenaires extérieurs, de repérer et traiter les violences intra-familiales. Une catégorie de violences qui constitue « un contentieux de masse » devant les tribunaux a souligné Laureline Peyrefitte.



Île-de-France Mobilités plafonne désormais le prix du ticket de train pour se déplacer en Île-de-France à 5 euros (4 euros pour l'achat d'un carnet de 10 tickets). Les tarifs inférieurs restent inchangés.

## OÙ ÇA ?

**Dans quelle commune ont été prises ces deux photos ?**

Vous avez trouvé ? Envoyez votre réponse à [hebdo@marneetgondaire.fr](mailto:hebdo@marneetgondaire.fr)



## Réponse du dernier numéro



À Lagny, au centre de supervision urbain de la police municipale. Celui-ci reçoit les images des 40 caméras installées dans les rues de la ville et autour de la gare SNCF à Thorigny et Pomponne. Une convention a été signée avec la ville de Thorigny pour y relier les 13 caméras que la mairie va déployer en centre-ville et cour des Moutons (entre le pont Maunoury et la gare). La vidéo-protection est utilisée pour l'interpellation mais aussi pour l'élucidation d'enquêtes par les officiers de police judiciaire. 60 réquisitions d'images sont adressées chaque année au CSU.

La mise en commun du centre de supervision urbain permet de mutualiser les coûts et d'améliorer l'efficacité du dispositif.

Félicitations à Jean-Pierre Prieur pour sa bonne réponse